

***Genre et professionnalisation de la politique municipale : un portrait des élues et élus du Québec*, d'Anne Mévellec et Manon Tremblay, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 300 p.**

Alexandre Couture Gagnon

Volume 37, numéro 3, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1053494ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1053494ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Couture Gagnon, A. (2018). Compte rendu de [*Genre et professionnalisation de la politique municipale : un portrait des élues et élus du Québec*, d'Anne Mévellec et Manon Tremblay, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 300 p.] *Politique et Sociétés*, 37(3), 166–168. <https://doi.org/10.7202/1053494ar>

par des tableaux et des figures qui donnent quelques informations sur la composition de ces groupes et synthétisent leur évolution historique.

Les deux chapitres suivants constituent le cœur de l'analyse. Alors que le quatrième chapitre porte sur le processus de construction de l'IEDDH, le cinquième se concentre sur la mise en œuvre de cet instrument de promotion de la démocratie au Maroc et en Tunisie. Dans le quatrième chapitre, Mouhib révèle les principaux points de tensions entre les groupes institutionnels à partir d'entretiens avec des agents impliqués dans le processus de rédaction des documents de stratégie de l'Instrument. Ces entretiens témoignent d'une préférence affichée pour les organisations non gouvernementales européennes en tant que bénéficiaires, et ce, au détriment des ONG locales (p. 148), et du rôle attribué de manière informelle aux délégations concernées dans le choix des pays bénéficiaires plutôt qu'aux priorités en matière de droits de l'homme et de démocratie (p. 149). Ces entretiens permettent également de souligner les tensions et les guerres de compétences entre les groupes institutionnels lors de la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), en 2010, en fonction des différentes conceptions de leurs rôles respectifs et de leur légitimité à intervenir dans le processus (p. 152-153).

Le cinquième chapitre sur la mise en œuvre de l'IEDDH aborde quant à lui l'importance relative de la promotion de la démocratie au sein des différents groupes institutionnels. Les normes de la promotion de la démocratie se révèlent plus fortes au sein de certains groupes, notamment au sein du Parlement européen et de l'unité IEDDH/DevCo qui favorisent les activités de soutien au développement de la société civile (p. 170) avant les relations bilatérales des membres de l'UE (p. 176). Pour ce qui est des délégations de l'UE au Maroc et en Tunisie, elles mettent plutôt l'accent sur la complémentarité des projets de l'UE et des relations bilatérales avec ces pays et affichent une différente loyauté institutionnelle où le respect de la souveraineté nationale prime sur la promotion de la démocratie (p. 217-218).

Cet ouvrage s'adresse avant tout à un public universitaire et à des praticiens qui travaillent dans le domaine de la promotion de la démocratie. Il s'agit également d'une ressource intéressante pour toute personne qui souhaite mieux comprendre la complexité institutionnelle d'une telle organisation ou qui recherche une bonne revue de la littérature synthétique sur les débats en politique comparée et en relations internationales sur la promotion de la démocratie et les processus de démocratisation. Le style très clair et méthodique et la présence de nombreux tableaux et figures pour illustrer et résumer les propos favorisent grandement la compréhension et rendent l'ouvrage accessible aux lecteurs pour qui les débats et les concepts du domaine sont moins familiers. Si ce livre ne se démarque pas par sa grande originalité, sa principale force se situe dans la richesse des entretiens effectués avec des acteurs engagés dans le processus. Il aurait été intéressant que Leila Mouhib élabore davantage dans la conclusion de son ouvrage les implications plus larges qu'il est possible de tirer de ses résultats. Somme toute, *L'Union européenne et la promotion de la démocratie* représente une contribution intéressante à la littérature sur les initiatives de promotion de la démocratie dans le monde.

Stéphanie Bacher

École d'études politiques, Université d'Ottawa
sbach092@uottawa.ca

Genre et professionnalisation de la politique municipale: un portrait des élues et élus du Québec, d'Anne Mévellec et Manon Tremblay, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 300 p.

Genre et professionnalisation de la politique municipale: un portrait des élues et élus du Québec étudie l'intersection du genre et du discours des élues et élus municipaux québécois à l'égard de la professionnalisation de leur mandat. Il s'inscrit ouvertement dans la lignée des ouvrages suivants: *La politique: un monde d'homme? Une étude sur les mairesses au Québec* (d'Évelyne Tardy,

Anne-Marie Gingras, Ginette Legault et Lyne Marcoux, Hurtubise, 1982); *Maires et mairesses. Les femmes et la politique municipale* (d'Évelyne Tardy, Ginette Legault et Manon Tremblay, Liber, 1997); et *Les femmes et les conseils municipaux du Québec* (d'Évelyne Tardy, Hurtubise, 2002). Les auteures, Anne Mévellec et Manon Tremblay, ont sondé (par questionnaire) 269 conseillères, conseillers, mairesses et maires de villes de 20 000 à 500 000 habitants au Québec en 2010. Elles ont ensuite interviewé 57 conseillères et conseillers ainsi que six mairesses et quatre maires. Il en ressort, comme résultat principal, que ces édiles municipaux voient leur mandat se professionnaliser. Les différences entre les genres subsistent, mais avec des nuances. Les conseillères et les mairesses semblent, à certains égards, plus professionnelles que leurs homologues masculins.

L'« Introduction » du livre présente la sociologie politique qui le soutient, puis les questions de recherche. Ces dernières sont ainsi résumées : « 1) Quelles sont les caractéristiques nécessaires à l'accès au mandat ? 2) Quelles sont les conditions d'exercice de mandat ? 3) Comment le rôle politique municipal est-il conçu par les élues et élus ? » (p. 243). Le premier chapitre, intitulé « État du savoir sur la sociologie des élues et élus municipaux », propose une revue de la littérature sur la sociologie politique et une brève présentation de la méthodologie sur laquelle repose l'ouvrage. Le deuxième chapitre, « Accès à l'Hôtel de Ville, profils et trajectoires », répond à la première question de recherche en divisant ledit accès en quatre étapes : éligibilité, recrutement, sélection et élection. Au contraire de ce que Tardy et ses collègues (cités ci-dessus) avaient observé dans les années 1980 et 1990, les femmes élues sondées sont moins âgées que leurs confrères. Voilà une nouvelle prometteuse pour la représentativité des élues et des élus, de plus en plus égalitaire sur le plan du genre. Le même chapitre rappelle que les candidates ont eu plus de succès que les candidats aux élections municipales de 2009 ; il remarque le possible rôle des partis politiques avec lesquels les candidates sont plus

susceptibles de s'associer que les candidats. Le chapitre trois, « Conditions d'exercice des mandats municipaux », répond à la deuxième question de recherche en présentant les données du sondage. Il révèle que les mairesses interrogées rapportent passer plus de temps que leurs homologues masculins au travail et suivent plus de cours qu'eux. Les mairesses et les maires étaient souvent conseillères et conseillers avant d'obtenir leur mandat actuel. Les chapitres quatre et cinq répondent à la troisième question de recherche en s'appuyant sur des entrevues. Le chapitre intitulé « Conseillères et conseillers municipaux » divise le mandat de ces derniers en quatre axes et conclut que les conseillères sont plus « professionnelles et politisées » et moins « amatrices et apolitiques » que les conseillers. Le chapitre « Mairesses et maires » montre quant à lui que les élus détenant ces postes, tous genres confondus, ont souvent été sollicités par d'autres pour se présenter aux élections. Toutefois, les mairesses semblent travailler davantage en équipe avec les conseillères et conseillers et la direction générale de leur ville, et aussi s'impliquer davantage auprès des institutions régionales. La « Conclusion » résume le contenu de l'ouvrage et suggère des pistes de recherche.

L'ouvrage repose sur une théorie bien établie et reprend l'ensemble de la littérature québécoise et européenne sur les différences entre femmes et hommes dans les élections (ne mentionnant qu'à quelques reprises la littérature états-unienne, pourtant abondante). Les auteures relèvent honnêtement la petite taille de l'échantillon tout au long du livre et en particulier au chapitre cinq. Il y a lieu de souligner le possible biais de sélection : les sondés et les interviewés des deux sexes, qui reconnaissent vraisemblablement l'importance de la recherche universitaire puisqu'ils ont répondu au sondage ou accepté l'entrevue, sont-ils plus susceptibles de ne pas contribuer au « régime du genre », affaiblissant l'apparence de ce dernier dans les résultats obtenus ? La recherche peut souffrir d'un biais supplémentaire, plus sournois : il est envisageable que les conseillères et les mairesses

aient répondu différemment, mais qu'elles agissent à l'instar de leurs homologues masculins. Par exemple, au chapitre cinq, les mairesses semblent plus enclines au travail d'équipe, mais leurs actions ne le sont peut-être pas et elles pourraient répondre ainsi parce qu'elles y ont été culturellement encouragées depuis des années. Malgré ces quelques considérations méthodologiques, quasi inévitables, *Genre et professionnalisation de la politique municipale: un portrait des élues et élus du Québec* d'Anne Mévellec et Manon Tremblay repose sur une recherche originale et pertinente. Il s'avère incontournable pour quiconque s'intéresse aux études du genre et à la politique municipale au Québec et au Canada, d'une perspective universitaire autant que pratique.

Alexandre Couture Gagnon

*Department of Public Affairs
and Security Studies,*

The University of Texas Rio Grande Valley
alexandre.couturegagnon@utrgv.edu

Introduction à l'anthropologie politique, de Riccardo Ciavolella et Éric Wittersheim, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2016, 253 p.

Riccardo Ciavolella et Éric Wittersheim proposent dans *Introduction à l'anthropologie politique* une excellente initiation à cette discipline. Ils offrent en effet un narratif linéaire de l'évolution de l'anthropologie politique qui permet tant aux étudiants qu'aux chercheurs un premier contact étendu et riche. Le livre compile plusieurs années d'un travail minutieux de préparation pédagogique pour l'enseignement général de l'anthropologie politique à l'École des hautes études en sciences sociales (EHES). Sa mission éducative est explicite dès ses premières lignes et les auteurs réussissent de manière remarquable à rendre un contenu, parfois complexe, accessible à tous les lecteurs, même ceux qui en sont à leurs premiers contacts avec la discipline. Le soin qu'ils ont pris à intégrer des définitions, des encadrés explicatifs, des suggestions de lectures complémentaires et des questions

en fin de chapitres fait de l'ouvrage un excellent manuel.

La première partie de l'ouvrage développe une histoire disciplinaire intellectuelle et, souvent, matérielle, avec nuances, bien qu'empruntant aussi les lieux communs convenus. La genèse disciplinaire est située selon le procédé habituel en fonction des précurseurs philosophiques supposés (Hobbes, Rousseau, Montesquieu) ayant été identifiés par les auteurs canonisés comme fondateurs de l'anthropologie politique (Balandier, Evans-Pritchard, Maine, Morgan) ainsi que leurs héritiers directs de la période structuraliste et structuro-fonctionnaliste (Malinowski, Radcliffe-Brown). Sur un même ton convenu, Ciavolella et Wittersheim présentent la nécessité de décentrer au-delà de l'Europe les origines d'une pensée anthropologique du politique, mais le narratif entendu laisse peu de place au développement de ces bons vœux. Comme bémol à l'excellent travail de synthèse et de vulgarisation de l'histoire disciplinaire des auteurs, notons leur penchant à prioriser un narratif plutôt entendu de cette histoire, une orientation qui permettra assurément à l'ouvrage de se positionner à court et à moyen termes comme une ressource utile pour les enseignants francophones mais qui risque de mal vieillir, considérant le décentrement accéléré de la discipline de l'anthropologie politique.

La naissance de l'anthropologie politique est présentée dans cet ouvrage dans sa coïncidence et son utilité pour l'expansion et la consolidation du contrôle colonial sur les territoires des empires européens. La présentation des débats épistémologiques, théoriques et méthodologiques y est suffisamment élaborée pour permettre aux étudiants et étudiantes des cycles supérieurs d'utiliser l'ouvrage comme une carte pour naviguer dans la discipline. Les enjeux de la complicité coloniale, de la prétention à l'objectivité, ainsi que les conditions de production et les effets du savoir sont notamment abordés. Les transformations de la discipline qui découlent de ces débats y sont adroitement exposées en soulignant les relations concrètes de financement et